



Direction générale de la cohésion sociale
Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes

Veille de l'actualité – 19 octobre 2018

À la une

Le 1^{er} octobre, dans le cadre de la Grande cause du quinquennat dédiée à l'égalité entre les femmes et les hommes, Marlène SCHIAPPA a annoncé **un grand plan inédit contre les violences conjugales**, sous l'égide du Premier ministre. Cinq mesures cohérentes, travaillées en profondeur depuis des mois avec des victimes, des associations et expert-es de terrain, apportent des réponses concrètes à ces femmes de l'échelon le plus local au plus global pour qu'enfin cesse ce fléau. Une grande campagne à la télévision en direction des témoins, « [Réagir peut tout changer](#) » est en particulier diffusée depuis le 30 septembre. Les quatre spots de la campagne illustrent la diversité des cas selon la forme de violence (sexistes ou sexuelles, verbales ou physiques) ou le lieu (sphère privée, sphères professionnelle et scolaire, ou encore espace public). Le gouvernement se donne également pour objectif 100 % de réponses au **3919** (signalons que la FNSF vient de lancer sa propre campagne, lire page 5). Le plan prévoit également le lancement d'une plateforme de signalement en ligne des violences sexistes et sexuelles, l'engagement des premiers contrats locaux contre les violences et la mise en place d'une plateforme de géolocalisation des places d'hébergement d'urgence accessible aux professionnel·les. [Retrouver le communiqué complet sur notre site.](#)



Action gouvernementale

Le 25 septembre, lors de son [discours à la 73^e assemblée générale des Nations Unies](#) (veille du 25 septembre), le président de la République a appelé à faire de l'égalité entre les femmes et les hommes une grande cause mondiale. Pour la première fois, un président de la République a utilisé le terme de féminicide à la tribune de l'ONU. Il a notamment mentionné la lutte contre le harcèlement de rue, appelé à ce que notre monde ne fasse plus des femmes des victimes, mais leur construise la place qu'elles méritent, celle aussi de leaders. 50 % de l'aide au développement de la France y seront consacrés. Dans un communiqué diffusé le 26 septembre, le secrétariat chargé des droits des femmes relève les sept engagements historiques du président de la République à retenir dans plusieurs domaines : contraception ; présidence du G7 ; grande cause mondiale ; reconnaissance du féminicide ; construire des places de leaders ; nouvelles lois pour l'égalité femmes-hommes au niveau mondial ; aide au développement. Pour mémoire, Marlène SCHIAPPA, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, accompagnait le président de la République. Elle a représenté la France à divers événements diplomatiques concernant les droits des femmes.



Dans un communiqué diffusé le 6 octobre, Marlène SCHIAPPA, a salué le grand rassemblement organisé par la comédienne Muriel ROBIN (veille du 25 septembre) devant le Palais de Justice de Paris en solidarité avec les femmes victimes de violences conjugales dont elle a écouté avec attention et émotion toutes les interventions. La ministre rappelle que le gouvernement fait tout ce qui est en son pouvoir et a besoin de la mobilisation de toutes et de tous, personnalités, élus, citoyens, autour du mot d'ordre: « *ne rien laisser passer* ».

Dans un communiqué du 12 octobre, Stéphane TRAVERT, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation et Marlène SCHIAPPA, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, annoncent « *une grande avancée pour les agricultrices en matière de congé maternité* ».



En effet, le **PLFSS 2019** intègre le fait de porter la durée minimale d'arrêt à huit semaines pour les travailleuses indépendantes et les exploitantes agricoles, dont deux semaines de congé prénatal, à l'instar de celle fixée aux salariées pour pouvoir bénéficier d'une indemnisation de leur congé maternité. En outre, les travailleuses indépendantes verront la durée de versement de leurs indemnités journalières augmenter. Par ailleurs, dans le cadre de la Journée mondiale des femmes rurales, Marlène SCHIAPPA a effectué un déplacement en Bretagne le 15 octobre, accompagnée de parlementaires et d'élus locaux. [Retrouver le communiqué sur notre site.](#)

Le 16 octobre, dans le cadre du [remaniement et de la composition du nouveau gouvernement](#), Marlène SCHIAPPA a été nommée secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations. Déjà impliquée dans le combat contre l'homophobie, elle se voit désormais confier la tutelle de toute la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH), sous la responsabilité du Premier ministre. Notons que le nouveau gouvernement reste paritaire.

L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes bénéficie aux salarié-es, aux entreprises et à la société tout entière. C'est un principe structurant de l'action gouvernementale, du 1^{er} au 7 octobre 2018 s'est déroulée la semaine de l'égalité professionnelle. [Retrouver la présentation sur le site du ministère du travail.](#)

1^{er} au 7 octobre 2018
SEMAINE DE L'ÉGALITÉ
PROFESSIONNELLE
FEMMES-HOMMES



« *Elles étaient enfants, jeunes filles ou adultes, étudiantes ou en activité, en France, en Allemagne, en Italie, en Hongrie, en Angleterre, en Pologne ou aux États-Unis...* ». Dans le cadre de « Aux Archives citoyennes ! », les **Archives nationales** présentent l'exposition photos et vidéos de Maureen RAGOUCY « [Rappelle-toi Barbara. Des femmes racontent la Seconde Guerre mondiale](#) » (synthèse du 14 mars 2016) du 11 octobre au 5 décembre sur le site de Pierrefitte-sur-Seine. Face à la caméra de la photographe documentaire et vidéaste Maureen RAGOUCY, 41 femmes qui ont toutes vécu pendant la Seconde Guerre mondiale nous racontent leur guerre. Femmes engagées, femmes enfermées, femmes dans leurs gestes quotidiens, femmes en fuite, elles sont les héroïnes principales et uniques de ses photos et vidéos.

« *Outrage sexiste, usage de la drogue du violeur, voyeurisme ou encore viols et agressions sexuelles sur mineur...* », [le portail du Service public a mis en ligne une présentation](#) de la circulaire du ministère de la Justice apportant des précisions sur la loi du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes, notamment sur les nouvelles infractions (veille du 25 septembre). Par ailleurs, cette circulaire du 3 septembre 2018 relative à la présentation de la loi n°2018-703 du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes a été [mise en ligne sur le site du ministère de la Justice.](#)



Parlement

Une [proposition de loi visant à supprimer la clause de conscience en matière d'interruption volontaire de grossesse](#) a été déposée au **Sénat** le 28 septembre 2018 par Laurence ROSSIGNOL et plusieurs de ses collègues. Signalons aussi que la [proposition de loi visant à prévenir la récurrence des agressions sexuelles](#), déposée au **Sénat** le 25 mai 2018 par Brigitte LHERBIER et plusieurs de ses collègues, a été mise en ligne.

La délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes du **Sénat** a repris ses travaux. Réunie le 2 octobre sous la présidence d'Annick BILLON (photo), la délégation a adopté [son programme de travail pour la session 2018-2019](#). Le Sénat a désigné, au cours de sa séance du 17 octobre, Michelle MEUNIER comme membre de la délégation. Notons que le 11 octobre, à l'occasion de la Journée internationale des filles, la délégation a organisé une table ronde sur le mariage des enfants et les grossesses précoces avec UNICEF France.



À l'**Assemblée nationale** la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes a également repris ses travaux sous la présidence de Marie-Pierre RIXAIN. La délégation a engagé un travail de réflexion sur la parité dans les exécutifs locaux, elle a aussi organisé un événement à l'occasion de la Journée internationale des filles, et, le 17 octobre, la délégation a examiné le rapport d'information sur les femmes et les forces armées de Bélangère Couillard et de Bénédicte Taurine. Elle a également procédé à des auditions sur le projet de loi de réforme de la justice. [Retrouver les pages de la délégation](#).

Haut Conseil à l'égalité

Un an après le déclenchement de l'Affaire Weinstein, le **Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes** a diffusé un communiqué titré « [Un an après #MeToo, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles doit se poursuivre et s'intensifier](#) ». Le HCE constate que le phénomène des violences sexistes et sexuelles « *a été reconnu par tous et toutes* » et « *réitère son appel à une mobilisation d'ampleur pour combattre toutes les formes de violences* ». Le Haut Conseil salue les mesures prises par Marlène SCHIAPPA : « *nouvelle circulaire sur l'éducation à la sexualité à l'école, campagne de communication à destination du grand public, augmentation des moyens attribués au 3919. Ces mesures viennent enrichir les plans d'actions existants* ». Le HCE demande qu'un véritable parcours d'accompagnement des femmes soit mis en place et appelle à « *amplifier les moyens humains et financiers en direction des associations spécialisées qui accompagnent les victimes au quotidien et font face à un déferlement d'appels et de demandes en accompagnement sociaux ou juridiques* ». « *La politique publique contre les violences ne pourra pas se construire à budget constant : il faut changer d'échelle* », estime Danielle BOUSQUET, présidente du Haut Conseil à l'Égalité.



International

Retrouver sur le site de **ONU Femmes** les pages consacrées à la [Journée Internationale de la femme rurale](#), le 15 octobre (ONU Femmes lançait un appel « *pour de meilleurs services publics, notamment en matière de soins de santé, d'éducation, de soins aux enfants et de centres d'accueil* ») ; et à la [Journée internationale des filles](#) (le 11 octobre), ayant pour thème « *Avec elle : encourager l'instruction et la qualification professionnelle des filles* »

ONU Femmes a également publié un sujet sur la [73^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies](#). L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes occupent une place de choix dans les discussions du plus grand rassemblement annuel des leaders internationaux qui s'est ouvert le 18 septembre au siège des Nations Unies à New York sur le thème « *Faire de l'ONU une organisation pour tous : une force mondiale fondée sur des responsabilités partagées, au service de sociétés pacifiques, équitables et durables* ». L'agence de l'ONU annonce également que du 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, jusqu'au 10 décembre, Journée des droits de l'Homme, la campagne « 16 jours d'activisme » contre la violence faite aux femmes donnera l'occasion de dynamiser les actions visant à mettre fin à la violence contre les femmes et les filles partout dans le monde avec comme mot d'ordre : « [Oranger le monde : #ÉcoutezMoiAussi](#) »

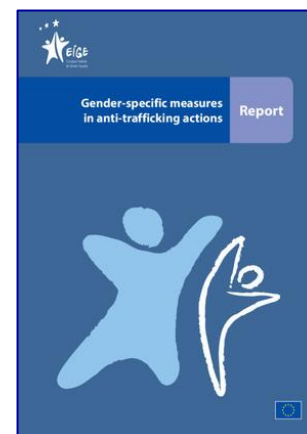


Lors d'une réunion informelle des ministres de l'Union européenne chargés de l'égalité dans le cadre de la présidence autrichienne du **Conseil de l'Union européenne**, les États membres ont signé une déclaration commune et participé à plusieurs événements sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Selon Juliane Bogner-Strauß, la ministre fédérale de la condition féminine, il s'agit de l'amorce d'une nouvelle stratégie de l'UE pour l'égalité des femmes et des hommes. [Retrouver le communiqué de presse sur le site de la présidence autrichienne](#).



Le **Parlement européen** a diffusé un communiqué de presse intitulé « [Des femmes politiques de l'UE appellent les femmes à voter et à se présenter aux élections européennes](#) ». En effet, en amont du sommet européen des 17 et 18 octobre, le **Conseil européen des femmes** s'est réuni le 10 octobre. Les vice-présidentes du Parlement Mairead MCGUINNESS, Evelyne GEBHARDT et Heidi HAUTALA ainsi que les commissaires Violeta BULC, Elzbieta BIENKOWSKA et Mariya GABRIEL ont appelé les partis politiques européens à garantir l'équilibre entre les sexes lorsqu'ils désigneront leurs candidats à la présidence de la Commission européenne. Elles souhaitent que les gouvernements de l'UE s'assurent qu'il y a assez de femmes candidates à d'autres postes importants au niveau de l'UE l'année prochaine et appellent les femmes à voter et à se présenter aux prochaines élections européennes.

Plusieurs nouveaux sujets à signaler également sur le site de l'**Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes**, l'agence de l'Union européenne pour l'égalité des sexes basée à Vilnius : la mise en ligne d'un [rapport sur l'approche genrée des mesures de lutte contre l'exploitation sexuelle](#). Selon l'institut, la traite à des fins d'exploitation sexuelle est la forme de traite des êtres humains la plus couramment signalée dans l'Union européenne. Il s'agit d'une forme de violence sexiste qui touche les femmes de manière disproportionnée. L'EIGE a également mis en ligne deux publications sur le thème du numérique : « [Égalité des sexes et jeunesse : les opportunités et les risques de la numérisation](#) » et « [Égalité des sexes et numérisation dans l'Union européenne](#) » et une note de recherche intitulée « [Les femmes et les hommes dans les NTIC : une chance pour l'équilibre travail-vie personnelle](#) ». Tout cela en anglais.



Études et statistiques

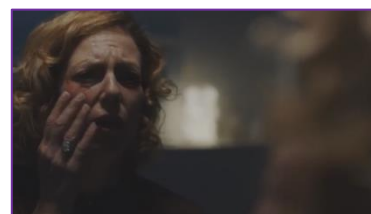
Deux numéros d'**Études & Résultats**, la publication de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) à signaler. « *En 2017, l'espérance de vie en bonne santé, c'est-à-dire le nombre d'années que peut espérer vivre une personne sans être limitée dans ses activités quotidiennes, s'élève en France à 64,9 ans pour les femmes* », indique le service statistique dans « [Les femmes vivent neuf mois de plus en bonne santé en 2017](#) » (n° 1083 octobre 2018). Le taux de recours s'élève à 14,4 IVG pour 1 000 femmes âgées de 15 à 49 ans en Métropole et à 26,1 dans les départements et régions d'outre-mer (DROM). Les jeunes femmes (20 à 24 ans) restent les plus concernées, avec un taux de 26,7 IVG pour 1 000 femmes pour la France entière (« [216 700 interruptions volontaires de grossesse en 2017](#) » n° 1083 octobre 2018).



La fondation **Equileap** a publié le 4 octobre [une étude sur les 200 meilleures entreprises en termes d'égalité entre les femmes et les hommes](#) parmi 3000 entreprises cotées de 23 pays affichant plus de deux milliards de dollars de capitalisation boursière. Il en ressort que sur les 20 entreprises mondiales les plus respectueuses, 12 sont européennes.

Associations

La **Fédération nationale solidarité femmes (FNSF)**, labellisée grande cause nationale 2018 sur le thème de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, a voulu communiquer cette année sur ce qui permet de sortir des violences. Lancé le 15 octobre, le film de la FNSF, « Choisir la vie », raconte l'histoire d'Alice : « *un appel au secours, un départ préparé, un suivi professionnel jusqu'au relogement. Une reconstruction possible grâce à des professionnel-les : celles et ceux qui écoutent, accueillent, confortent, protègent, puis guident vers la sortie de l'enfer et l'autonomie. Écoutantes du 3919, assistant.e.s sociales, psychologues, juristes, les équipes du réseau national FNSF : La première étape, c'est un appel...* ». [Retrouver la campagne sur le site de la FNSF.](#)



Hommage

Annie JAULT, chevalière de l'ordre national du mérite, co-fondatrice et présidente du **Centre d'informations des droits des femmes et des familles (CIDFF)** de Saône-et-Loire pendant 18 ans, présidente d'honneur depuis 2013, est morte dans la nuit du 15 au 16 octobre des suites d'un cancer. Co-fondatrice de l'association **Vie et liberté** en 1981 (accès à la contraception et à l'interruption volontaire de grossesse ainsi que le soutien à la parentalité), Annie JAULT a fondé le CIDFF à Mâcon en 1983 après la création du premier ministère dédié aux droits des femmes en 1981 confié à Yvette ROUDY. Annie JAULT a mené une vie politique riche, elle s'est investie pleinement dans le milieu associatif. Elle a consacré sa vie à la défense des droits des femmes.



Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) - [Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes](#)
Veille réalisée avec les outils de la Délégation à l'information et la communication des ministères sociaux (DICOM) - Photos © DR